

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 324/02

ÉFAI – 020705 – AMR 13/014/02

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

MENACES / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

ARGENTINE

Gustavo Melmann (h)
Laura Melmann (f), son épouse
leur quatre enfants et d'autres membres de leur famille
Yesica Mariela Alvarengo (f), témoin
Carlota del Valle Soria (f), témoin
Haydee Susana Lima (f), témoin
d'autres témoins et membres des autorités judiciaires impliqués dans le procès relatif au meurtre de Natalia Melmann

Londres, le 1^{er} novembre 2002

Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de Gustavo Melmann, des membres de sa famille et des personnes appelées à témoigner dans le cadre du procès ouvert à la suite du meurtre de sa fille, Natalia Melmann. En effet, ces personnes ont été menacées de mort à de nombreuses reprises depuis qu'elles ont cherché à obtenir l'ouverture d'une enquête sur cet homicide.

Le 30 septembre, trois membres des forces de police de la province de Buenos Aires ont été condamnés à la réclusion à perpétuité pour le viol et le meurtre de Natalia Melmann, commis le 4 février 2001 à Miramar, dans la province de Buenos Aires. Le même jour, pendant l'audience, des membres de la famille des policiers ont proféré contre Gustavo Melmann, le procureur et des membres du tribunal les menaces suivantes : « *Melmann, tu ne rentreras pas à Miramar* », et « *Nous vous retrouverons, toi et le procureur* ». Des proches des policiers ont également menacé Gustavo Melmann de mort à la télévision en ces termes : « *Nous allons te tuer, sale juif, fils de pute.* »

Des membres de la famille Melmann ont fait l'objet de tentatives d'intimidation tout au long de l'enquête et après l'ouverture du procès. Le 19 février 2001, un inconnu a menacé la belle-mère de Gustavo Melmann en ces termes : « *Dis à ton gendre de la boucler s'il ne veut pas qu'il y ait de nouveaux morts dans la famille* ».

Yesica Mariela Alvarengo, qui a assisté à l'enlèvement de Natalia Melmann, a été menacée de représailles dans la rue le 20 septembre 2001, le jour où elle a fait sa déclaration auprès des services de police. Un groupe d'inconnus lui a crié : « *Tu aurais dû la fermer, salope [...] Nous allons te tuer.* » La mère de Yesica Mariela Alvarengo a été avertie que tous ceux qui témoigneraient seraient « *retrouvés morts dans un fossé* ». Haydee Susana Lima, un autre témoin, a porté plainte auprès des autorités après avoir été suivie par des proches des fonctionnaires mis en cause. Carlota del Valle Soria, également appelée à témoigner dans cette affaire, a été renversée et grièvement blessée par une moto apparemment conduite par un proche d'un des policiers.

La famille Melmann a déposé plusieurs plaintes à la suite des menaces formulées contre ses membres et contre les témoins. À la connaissance d'Amnesty International, les autorités n'ont donné aucune suite à ces démarches.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Natalia Melmann, une adolescente âgée de quinze ans, a « disparu » le 4 février 2001, alors qu'elle revenait d'une discothèque située dans la ville de Miramar, dans le sud de la province de Buenos Aires. Son corps, retrouvé quatre jours plus tard, portait des traces indiquant qu'elle avait subi une agression sexuelle et des actes de torture. La dernière fois qu'elle a été vue, elle montait sous la contrainte dans une voiture de police. Sa mort a suscité une vive émotion au sein de l'opinion publique, et la famille Melmann a reçu le soutien d'un grand nombre de personnes lorsqu'elle a insisté auprès des autorités pour obtenir l'ouverture d'une enquête, qui a débouché sur le procès des auteurs présumés du meurtre.

Des organisations de défense des droits humains ont fait part à maintes reprises de leur préoccupation face aux pratiques brutales des membres de la police de la province de Buenos Aires. Amnesty International a recensé de nombreux cas de personnes, notamment de mineurs (c'est-à-dire de personnes âgées de moins de dix-huit ans), qui ont été victimes d'homicides désignés sous

le nom de « *gatillo fácil* » (gâchette facile), de détentions sans inculpation et d'actes de torture. Au moins 60 mineurs ont été tués par la police dans la province de Buenos Aires entre 1999 et 2000.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé par les menaces de mort qui ont formulées contre les membres de la famille Melmann et contre des témoins au cours de l'enquête menée sur le meurtre de Natalia Melmann et depuis l'ouverture du procès relatif à cette affaire ;

– demandez instamment que soit menée sans délai une enquête indépendante et approfondie sur ces menaces, que les résultats de ces investigations soient rendus publics, et que les responsables présumés soient traduits en justice ;

– efforcez-vous d'obtenir l'assurance que les autorités argentines prendront toutes les mesures nécessaires pour protéger efficacement les personnes menacées.

APPELS À :

Président de la République argentine :

Excelentísimo Sr. Presidente
Dr. Eduardo Duhalde, Presidencia de la Nación
Casa Rosada, Balcarce 50
1064 Buenos Aires
Argentine

Télégrammes : Presidente Duhalde, Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 114 344 3800

Formule d'appel : *Exmo. Sr. Presidente*, / Monsieur le Président de la République,

Gouverneur de la province de Buenos Aires :

Sr. Gobernador de la Provincia de Buenos Aires
Ing. Felipe Carlos Solá
Casa de Gobierno
Calle 6 entre 51/53, 1900 La Plata
Provincia de Buenos Aires, Argentine

Télégrammes : Gobernador Provincia de Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 221 429 4189 (Si un correspondant vous répond, demandez : « *Fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Sr. Gobernador*, / Monsieur le Gouverneur,

Ministre des Affaires étrangères :

Sr. Ministro de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto
Dr. Carlos Ruckauf
Ministerio de Relaciones Exteriores
Esmeralda 1212, 1003 Buenos Aires
Argentine

Télégrammes : Ministro Relaciones Exteriores, Buenos Aires, Argentine

Fax : + 54 11 4819 7619

Formule d'appel : *Sr Ministro*, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Maire de la ville de Miramar :

Sr Intendente de Miramar
Dr Marcelo Honores
Calle 28 N. 1084
7607 Miramar
Provincia de Buenos Aires
Argentine

Formule d'appel : *Sr.Intendente*, / Monsieur le Maire,

Journal :

Clarín
Tacuarí 1840
1139 Buenos Aires, Argentine
Fax : + 54 11 4309 7200

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Argentine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 13 DECEMBRE 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*